

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYND ETU REALIS POUR TRAIT INTER DECHET

**ZONE INDUSTRIELLE
ECOPOLE
90140 BOUROGNE**

Références : UID257090/SPR/JP/ST 2024 - 0617A
Code AIOT : 0005901990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement SYND ETU REALIS POUR TRAIT INTER DECHET implanté ZONE INDUSTRIELLE ECOPOLE 90140 BOUROGNE. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un signalement en date du 12 février 2024 de l'OFB auprès des services de la DREAL ICPE.

L'objet du signalement fait état, sur une commune du département du Doubs, d'une part de dépôts de mâchefers sur une plateforme non revêtue comprenant un bâtiment à usage agricole en cours de construction et d'autre part sur des dépôts de mâchefers en mélange avec de la terre visible sur une parcelle voisine à usage agricole.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYND ETU REALIS POUR TRAIT INTER DECHET
- ZONE INDUSTRIELLE ECOPOLE 90140 BOUROGNE
- Code AIOT : 0005901990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation classée pour la protection de l'environnement exploitée par le SERTRID est située à Bourogne. Cette installation est spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets par incinération, jouant un rôle essentiel dans la gestion des déchets de la région.

Le SERTRID a pour mission principale de :

- Traiter les déchets ménagers et assimilés par incinération, réduisant ainsi leur volume et leur potentiel de nuisance,
- Valoriser énergétiquement les déchets en produisant de l'électricité et de la chaleur à partir de leur combustion,
- Gérer les mâchefers issus de l'incinération, en les traitant pour une valorisation ultérieure.

La zone de chalandise du SERTRID comprend :

- Le Territoire de Belfort : Collecte des déchets ménagers des communes locales,
- Les départements limitrophes : Potentiellement le Doubs, la Haute-Saône et d'autres régions environnantes pour certains types de déchets assimilés,
- Ponctuellement des opérations venant suppléer des arrêts techniques d'autres UVE.

Cette zone de chalandise compte environ 145 000 habitants (soit la population du Territoire de Belfort). A une plus large échelle, cela représente un peu moins de 10 % de la population de la région Bourgogne-Franche-Comté (environ 2,8 millions d'habitants).

Les types de déchets traités par le SERTRID incluent :

- Déchets ménagers résiduels : restes de déchets après tri sélectif et recyclage,
- Déchets assimilés aux déchets ménagers : déchets commerciaux et industriels non dangereux présentant des caractéristiques similaires aux déchets ménagers,

Le tonnage annuel autorisé de déchets incinérés par le SERTRID au titre des ICPE est de 85 000 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le suivi interne réalisé sur site est informatisé.

Nous avons constaté conjointement avec l'exploitant le jour de l'inspection, des manquements quant au nécessaire besoin de suivi de traçabilité de mise œuvre des mâchefers expédiés sur chantier.

A ce jour, l'exploitant se contente d'enregistrer les éléments transmis par l'entreprise maître d'œuvre (coordonnées GPS, adresse chantier, type de mise en œuvre) en charge de l'exécution du marché public (valorisation des lots selon la classification des mâchefers) sans jamais compiler les éléments de réalisation en bonne et due forme des chantiers (enregistrement, plan de récolement, photographie, ...) conformément au cadre d'application de l'arrêté ministériel du 18 / 11 /2011.

De plus une indistinction permanente est présente concernant la réalité de l'acteur en charge de la réalisation des travaux de valorisation (VERMOT IME - VERMOT TP - TRMC - STVM).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Suivi de traçabilité par le producteur des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Suivi de l'ensemble de la chaîne par le producteur des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
8	Conformité des chantiers routiers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre chronologique des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 – I	Sans objet
2	Utilisation du registre national	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 – II	Sans objet
3	Procédure et suivi	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8	Sans objet
4	Procédure et suivi	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 42.3 .4	Sans objet
7	Encadrement de la mise en œuvre par le producteur des mâchefers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence :

- Le plan d'assurance qualité (PAQ) est inexistant, ainsi que d'éventuels audits de conformité liés au contrôle de l'ensemble de la chaîne de traitement / valorisation du déchet (exploitant / producteur - transporteur - entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers) et pas uniquement la partie interne à l'UVE.
- Des éléments justificatifs sont attendus sur la réalisation effective des chantiers (photographies, plan de récolement, ...).

Considérant que certains constats sont restés sans réponses (réalisation effective des chantiers non démontrée dans un contexte de signalement de dépôt illégal, traçabilité différente entre le SERTRID et le maître d'œuvre en charge de la réalisation des chantiers de valorisation), l'inspection est dans l'incapacité de conclure sur la réalisation effective des chantiers ainsi que leur conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18/11/2011.

Néanmoins, il est de la responsabilité de l'exploitant de prendre en considération dès à présent les remarques et observations du présent rapport pour les futurs lots.

En effet, il est rappelé que l'article L.541-2 du Code de l'environnement dispose :

" Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers."

Observations :

L'exploitant fournira, dans un délai de trois mois, la liste des chantiers réalisés, le tonnage, le type d'usage ainsi que les coordonnées en précisant si les photographies et plans de récolement ont été produits par le(s) prestataire(s) (Les caractéristiques du chantier doivent être plus précises : linéaire de routes, structure, revêtement, épaisseur des différentes couches).

L'exploitant doit justifier du respect des critères environnementaux fixés au 4° de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18/11/2011 (version du PPRI, méthodologie pour justifier l'absence d'affleurements karstiques, ...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre chronologique des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 – I
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Prescription contrôlée : I. - Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les

exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Constats :

L'exploitant a présenté le suivi automatisé réalisé sur site concernant la gestion opérationnelle des déchets.

Un logiciel dédié lié au fonctionnement du pont bascule du site (pesage entrée / sortie) incrémente, après paramétrage, les enregistrements à la pesée dans le système de suivi.

L'interface d'exploitation du logiciel regroupe les différentes thématiques nécessaires à ce suivi ; elle permet également de réaliser des extractions selon une / des clef(s) de recherche dans un intervalle de temps défini.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Utilisation du registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 – II

Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets

Prescription contrôlée :

II.

- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

...

Constats :

L'exploitant réalise les déclarations via la plate forme numérique "track déchet".

L'utilisation de la plate forme ne présente pas de difficultés particulières à ce jour.

Après paramétrage, les déclarations sont générées par le système de suivi et d'enregistrement au niveau du pont bascule du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédure et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, La procédure d'échantillonnage

Prescription contrôlée :

La procédure d'échantillonnage concerne tout lot d'un même matériau alternatif ainsi que tout

lot de matériau routier si ce dernier résulte d'une formulation intégrant des matériaux, alternatifs ou non, autres que des granulats naturels, des liants hydrauliques routiers ou des liants hydrocarbonés.

A cette fin, l'exploitant établit une procédure d'échantillonnage qu'il formalise au sein d'un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La procédure d'échantillonnage obéit aux règles générales d'échantillonnage de la matière. Elle est définie de manière à donner à chaque élément présent dans le matériau la même probabilité de se trouver dans l'échantillon que celle qu'il a dans le lot initial.

Constats :

L'exploitant a présenté sa procédure d'échantillonnage (E.PRO.S échantillonnage dernière mise à jour 10/10/2016).

En synthèse, cette procédure détaille les actions du chef de quart qui réalise des rondes sur site (rondes permettant l'ensemble des opérations de conduite et de maintien des performances des installations).

Durant ces rondes, il réalise une « prise élémentaire » à la chute de la bande transporteuse TP4 de transfert des mâchefers dans le auvent de stockage / maturation (6 fois sur 24Hr) selon la procédure visée.

La « prise élémentaire » est constituée d'une masse de l'ordre de 25 kg de mâchefers équivalente à 2 seaux de 15 litres prélevés.

Il enregistre alors l'opération à chaque « prise élémentaire » sur la fiche de suivi dédiée (E.ENR 4.5.1-7).

Ensuite, l'échantillon final est préparé par le laboratoire ayant été retenu dans le cadre du marché initié par le SERTRID (APAVE en l'occurrence) cela de façon mensuelle (un mois de fonctionnement de l'UVE = un lot de mâchefer produit).

Le prélèvement est réalisé par le laboratoire, puis les analyses sont effectuées conformément au cadre réglementaire imposé par l'AM du 18/11/2011.

A réception des résultats, le lot est donc caractérisé (type 1, type 2, non valorisable).

L'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque des éléments polluants, nécessaire à la vérification des critères de recyclage mentionnés au 2° et 3° article de l'arrêté du 18 novembre 2011 est réalisée par l'organisme tiers compétent dans un délai d'un mois à compter de la constitution de l'échantillon.

Les résultats sont ensuite renseignés dans le tableur de suivi de la traçabilité (gestion informatisée) des lots du SERTRID.

Une copie de l'analyse est également jointe au bordereau de suivi du lot lors de l'opération d'expédition sur les chantiers de valorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédure et suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 42.3 .4

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de sortie

Prescription contrôlée :

Article 42.3.4 AP de 2004.

[...]42.3.4. Procédure de sortie

<p>Tout déchet sortant de la plate-forme de stockage et de maturation doit faire l'objet d'une procédure de sortie. Cette procédure doit donner lieu à un enregistrement précisant:</p> <ul style="list-style-type: none"> ° la date et l'heure de sortie, ° la nature, la quantité et la destination des mâchefers, ° leur classement conformément aux prescriptions de l'article 32.3 du présent arrêté, ° le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, ° l'identité du transporteur ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule, ° les éventuelles observations sur le chargement. <p>Le contrôle quantitatif des sorties doit être effectué par le pont bascule. Un bordereau de prise en charge est systématiquement établi.</p> <p>L'exploitant doit veiller à ce que la filière d'élimination mise en œuvre soit adaptée à la prise en charge des mâchefers.</p> <p>Il doit s'assurer que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter la protection de l'environnement, notamment des conditions propres à limiter les envois. Il doit communiquer, au transporteur, toutes les informations qui lui sont nécessaires.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'expédition a été présentée lors de l'inspection.</p> <p>Cette dernière permet d'encadrer le processus, elle finalise la sortie physique du site d'exploitation d'une fraction d'un lot (environ 29 T / chargement).</p> <p>En application de la procédure un bon d'expédition est édité reprenant les principales informations, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acteurs de la filière (exploitant - transporteur - maître d'œuvre final) - l'immatriculation du véhicule - la date et l'heure de sortie - la nature, la quantité et la destination des mâchefers.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Suivi de traçabilité par le producteur des mâchefers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre exploitant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ;

<ul style="list-style-type: none"> - le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - la quantité de matériau routier quittant l'installation ; - la date de sortie de l'installation ; - l'usage routier effectif ; - le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le registre de sortie du SERTRID est informatisé. Il comprend les thèmes suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> → N° de bordereau → la date → la référence du lot (mois / année de production) → le tonnage → l'entreprise → la référence du chantier → les coordonnées GPS de la mise en œuvre → le type d'utilisation → le maître d'ouvrage → le transporteur. <p>Après analyse, des informations sont manquantes et doivent être intégrées au tableur de suivi selon le détail de l'article 11 de l'AM du 18/11/2011.</p> <p>Cela pour l'ensemble des acteurs de la chaîne de valorisation / élimination du produit (du site de production au site final de mise en œuvre / stockage).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant reprendra la totalité du registre 2024 en cours et réalisera cette mise à jour avec l'ensemble des informations manquantes.</p> <p>Une fois à jour le registre 2024 sera transmis à l'inspection dans le délais imparti.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Suivi de l'ensemble de la chaîne par le producteur des mâchefers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'assurance qualité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des</p>

travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la procédure d'assurance qualité (PAQ) citée à l'article 11, normalement établie de sa propre initiative en application de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

Il signale être en cours d'élaboration de cette dernière.

A titre d'information, cette procédure reprend les éléments essentiels pour assurer la conformité avec l'arrêté du 18 novembre 2011.

Elle doit notamment être adaptée en fonction des spécificités et des exigences locales (milieux, acteurs, etc).

Elle a pour but entre autre de :

→ Décrire les objectifs, en particulier la garantie de la qualité des mâchefers utilisés en technique routière :

rappel des exigences de l'AM du 18/11/2011.

→ Définir les responsabilités des différents intervenants (producteur de mâchefers, laboratoires d'analyse, entreprises de travaux routiers, etc.) :

présenter les mécanismes de coordination entre les différents acteurs.

→ Rappeler / définir l'étape de caractérisation initiale de la qualité des mâchefers : description des méthodes de prélèvement et d'analyse pour caractériser les mâchefers avant leur utilisation :

- analyses physico-chimiques :

métaux lourds, pH, conductivité, etc.

- Tests de lixiviation :

pour évaluer le potentiel de pollution par les eaux de pluie.

- Contrôles en cours de production : Fréquence et nature des contrôles à réaliser durant la production de mâchefers.

- Contrôles avant Utilisation : Procédures de vérification avant l'utilisation des mâchefers en technique routière.

→ Assurer la traçabilité ainsi que l'identification des lots. Systèmes d'identification et de suivi des lots de mâchefers :

enregistrements : types de documents à conserver (rapports d'analyse, certificats de conformité, etc.).

→ Rappeler / définir les critères d'acceptation et de rejet :

- seuils limites :

définition des seuils de contamination à ne pas dépasser pour les métaux lourds et autres polluants.

- Procédures de rejet :

actions à entreprendre en cas de dépassement des seuils (traitement, revalorisation, élimination).

<p>→ Détailler les procédures d'intervention en cas de non-conformité : identification des non-conformités : méthodes de détection des non-conformités. Gestion des non-conformités : processus de traitement des mâchefers non conformes. Actions correctives : mesures à prendre pour corriger et prévenir les non-conformités.</p> <p>→ Assurer la surveillance environnementale, le suivi de l'absence d'impacts des pratiques de mise en œuvre : mise en place de dispositifs de suivi de la réalisation des chantiers (dossier amont - s'assurer des critères de recyclage liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier au sens de l'AM du 18/11/2011 sur les eaux, l'air, les sols, ... - tonnage estimatif du maître d'œuvre, type de chantier de mise en œuvre, conformité aux FDE, photographies de réalisation, plan de récolement et tout autre document permettant de justifier de la mise en œuvre en bonne est due forme des produits valorisés). Rapportage : fréquence et contenu des rapports de suivi environnemental.</p> <p>→ Planifier la formation et la sensibilisation : établir un programme de formation : sessions de formation pour le personnel impliqué dans la gestion des mâchefers. Sensibilisation : campagnes de sensibilisation sur les bonnes pratiques et la réglementation en vigueur.</p> <p>→ Planifier une phase d'audit et de revue de la PAQ : planification et réalisation d'audits (à minima annuelle) pour vérifier la conformité aux procédures de la PAQ. Révision annuelle de la PAQ pour intégrer les retours d'expérience et les évolutions réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection la procédure d'assurance qualité finalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Encadrement de la mise en œuvre par le producteur des mâchefers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, fiche de données environnementales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; - les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier.

Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4.
<p>Constats :</p> <p>La fiche de données environnementales est existante. Elle est notamment liée au bordereau de suivi émis à l'expédition de chaque lot dans le cadre de la traçabilité.</p> <p>Elle est donc jointe au bordereau d'expédition, avec également les analyses de caractérisation du lot considéré.</p> <p>Pour mémoire, ces fiches de données environnementales permettent de garantir la traçabilité et la conformité des mâchefers utilisés en technique routière.</p> <p>Elles doivent être mises à jour régulièrement selon le type mâchefer, les chantiers, les spécificités géographiques des lieux d'emplois, ...</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité des chantiers routiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>CRITÈRES À RESPECTER POUR LE RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIÈRE DE MÂCHEFERS D'INCINÉRATION DE DECHETS NON DANGEREUX</p> <p>1° Critères de recyclage liés à la nature de l'usage routier :</p> <p>Les usages autorisés sont les usages, au sein d'ouvrages routiers revêtus ou recouverts, des types 1 et 2 définis ci-après. Les usages routiers de type 1 sont les usages d'au plus trois mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus.</p> <p>Les usages routiers de type 2 sont les usages d'au plus six mètres de hauteur en remblai technique connexe à l'infrastructure routière ou en accotement, dès lors qu'il s'agit d'usages au sein d'ouvrages routiers recouverts.</p> <p>Relèvent également des usages routiers de type 2 les usages de plus de trois mètres et d'au plus six mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus.</p> <p>Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %.</p> <p>Un ouvrage routier est réputé recouvert si les matériaux routiers qui y sont présents sont recouverts par au moins 30 centimètres de matériaux naturels ou équivalents et s'il présente en tout point de son enveloppe extérieure une pente minimum de 5 %.</p> <p>L'utilisation de matériaux routiers est interdite pour la réalisation de systèmes drainants.</p> <p>L'utilisation des matériaux dans le but de réaliser des travaux de préchargement est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre du contrôle de la traçabilité des chantiers réalisés depuis trois années, l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer la réalisation effective des différents chantiers enregistrés dans</p>

son suivi, ainsi que la bonne mise en œuvre des lots de mâchefers considérés en application de l'article susmentionné.
Ces derniers (les lots de mâchefers) sont bien enregistrés comme valorisés à des coordonnées GPS réelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra l'ensemble des informations permettant de confirmer la bonne réalisation des chantiers initiés depuis trois années (2021 - 2022 - 2023) ainsi que pour l'année en cours, selon le cadre réglementaire défini par l'AM du 18/11/2011 (notamment les zones d'implantations, les types d'ouvrages / d'usages routiers réalisés ainsi que les hauteurs mises en œuvre selon le type de mâchefer dans le cadre réglementaire de l'AM du 18/11/2011, mais également des guides et notes techniques d'application).

Il se rapprochera de l'entreprise ayant effectué la mise en œuvre pour permettre ainsi le récolement des travaux réalisés sur chaque adresse renseignée dans le cadre de la traçabilité des lots (8 chantiers renseignés dans le suivi du SERTRID depuis trois ans).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois